

ACTION URGENTE

CHINE. UN PROFESSIONNEL DE LA SANTÉ DÉTENU AU SECRET

Shafkat Abasi, membre de la minorité ethnique tatare, a été arrêté par les autorités chinoises le 13 mars 2017. On est sans nouvelles de lui depuis lors. Il semblerait qu'il ait été appréhendé pour avoir consulté des sites Web étrangers depuis son ordinateur, eu des liens avec un patient âgé qui est un imam et détenu des livres religieux interdits. Les autorités n'ont communiqué aucune information à sa famille, qui craint qu'il ne soit victime d'actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements.

Shafkat Abasi (nom chinois : Xiafuhati Abasi), qui vit à Ürümqi, dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, a été arrêté par le bureau de la Sécurité publique d'Ürümqi le 13 mars 2017. Selon des informations obtenues par son frère, un citoyen australien, il semblerait que Shafkat Abasi ait été appréhendé parce que des sites Web étrangers avaient été consultés à partir de son ordinateur. La police a ensuite élargi son enquête sur Shafkat Abasi, membre de l'ethnie tatare et professionnel de la santé diplômé en médecine traditionnelle ouïgoure, pour s'intéresser à ses liens avec un imam âgé de 80 ans et au fait qu'il possédait des ouvrages consacrés à l'histoire et à la religion.

En mai 2017, le frère de Shafkat Abasi s'est rendu à Ürümqi depuis l'Australie pour en savoir plus sur son placement en détention, et s'est rendu au poste de police du district de Nanhu, à Ürümqi, pour tenter de lui rendre visite. Le 8 mai, un commissaire de police adjoint lui a dit que ce n'était pas possible, mais que s'il laissait une copie de son passeport et son numéro de téléphone, la police entrerait en contact avec lui. Plus de sept mois plus tard, le frère de Shafkat Abasi n'a eu aucune nouvelle de la police.

Les membres de la famille de Shafkat Abasi pensent qu'il pourrait être détenu dans la prison de Changji, dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, mais ils ne savent pas s'il a été inculpé et ne peuvent pas lui rendre visite.

Cette situation n'est pas rare dans la région, où, sous la direction du nouveau secrétaire régional du Parti communiste, Chen Quanguo, les autorités du Xinjiang ont lancé une campagne de répression sans précédent contre les minorités ethniques et les musulmans. Les méthodes employées sont notamment le recours généralisé à la détention arbitraire, à la surveillance technologique, à des patrouilles de rue puissamment armées, à des postes de contrôle de sécurité et à toute une série de politiques intrusives contraires aux droits humains.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en chinois, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités de libérer Shafkat Abasi (Xiafuhati Abasi) immédiatement et sans condition, à moins qu'il n'existe des éléments crédibles, suffisants et recevables tendant à prouver qu'il a commis une infraction reconnue par le droit international et que cet homme ne soit jugé dans le cadre d'un procès conforme aux normes internationales d'équité ;
- engagez-les à veiller à ce que Shafkat Abasi (Xiafuhati Abasi), pendant sa détention, puisse avoir des contacts régulièrement et sans restriction avec sa famille et les avocats de son choix et ne soit pas soumis à des actes de torture ni à d'autres mauvais traitements.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 18 FÉVRIER 2018 À :

Secrétaire du parti dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang

Chen Quanguo
479 Zhongshan Lu
Wulumuqi Shi, Xinjiang
Chine

Formule d'appel : Dear Secretary, / Monsieur,

Directeur de la prison

Changji Jianyu
Changji Si hao Xinxiang, 831105
Changji, Xinjiang
Chine

Formule d'appel : Dear Director, / Monsieur,

Copies à :

Premier ministre
Li Keqiang Zongli
Guowuyuan Banggongting
2 Fuyoujie, Xicheng Qu
Beijing 100701,
Chine
Fax : +86 10 65961109
Courriel : premier@mail.gov.cn

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

CHINE. UN PROFESSIONNEL DE LA SANTÉ DÉTENU AU SECRET

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Shakfat Abasi appartient à l'ethnie tatare, l'une des 56 minorités ethniques officiellement reconnues en Chine. Les Tatars, groupe ethnique turcophone, sont originaires de Russie et d'autres États post-soviétiques. Les grands-parents de Shakfat Abasi, d'après des membres de sa famille, sont venus à Ghulja (en chinois : Yining) depuis la Russie pour fuir les persécutions staliniennes. Selon le recensement chinois de 2010, le nombre de Tatars vivant en Chine s'élève à 3 556.

Shakfat Abasi a étudié pendant cinq ans la médecine traditionnelle ouïghoure à l'école de médecine ouïghoure du Xinjiang, à Hotan. Il a ensuite dirigé une entreprise prospère et une clinique à Ürümqi, fournissant des médicaments dans toute la région. Il est marié et père de trois enfants.

Les autorités de la région autonome ouïghoure du Xinjiang ont déclaré aux médias d'État qu'elles mènent actuellement une « guerre populaire contre le terrorisme ». En mars 2017, la région autonome ouïghoure du Xinjiang a adopté la « réglementation sur la lutte contre l'extrémisme », qui définit et interdit un large éventail de comportements qualifiés d'« extrémistes » tels que la « diffusion de pensées extrémistes », le fait de critiquer des émissions de la radio ou de la télévision publiques ou de refuser de les écouter ou de les regarder, le port de la burka, le port d'une barbe « anormale », le fait de s'opposer aux politiques nationales, ainsi que la publication, le téléchargement, le stockage et la lecture d'articles, de publications ou de matériel audiovisuel au « contenu extrémiste ». Ces derniers mois, plusieurs médias ont signalé que de nombreux lieux de détention avaient été créés dans la région, sous des noms divers tels que « centres de lutte contre l'extrémisme », « centres d'études politiques » ou encore « centres d'éducation et de transformation », et que des personnes y étaient placées de façon arbitraire pour une durée indéterminée et contraintes à étudier la législation et les politiques de la Chine. Parmi ces personnes, beaucoup avaient été vues en train de prier ou de tenir des livres religieux, étaient allées à l'étranger ou avaient des membres de leur famille établis à l'étranger.

Selon des informations relayées notamment par *Radio Free Asia*, *Buzzfeed* et *The Globe and Mail*, les autorités de la région, au printemps 2017, ont commencé à procéder à des arrestations massives de Ouïghours, qui ont été envoyés dans ces centres de détention ou condamnés à de longues peines de prison. Cette répression n'a pas seulement visé les Ouïghours, mais aussi d'autres ethnies à prédominance musulmane, comme les Kazakhs et les Kirghizes.

Selon *Radio Free Asia* et l'agence *Associated Press*, les autorités chinoises ont commencé, en avril 2017, à contraindre des Ouïghours qui suivaient des études dans des universités à l'étranger à rentrer en Chine. En décembre 2017, *Radio Free Asia* a signalé que deux Ouïghours qui avaient volontairement regagné la région autonome ouïghoure du Xinjiang depuis l'Égypte étaient morts en détention. Les deux hommes n'avaient aucun problème de santé connu, ce qui laisse à craindre qu'ils ne soient morts sous la torture. L'un d'eux, Yasinjan, a fait l'objet d'un article d'*Associated Press*.

D'après *Radio Free Asia*, plusieurs « centres de rééducation » sont surpeuplés et présentent des conditions d'hygiène déplorables.

Nom : Shakfat Abasi (en chinois : Xiafuhati Abasi)
Homme

AU 1/18, ASA 17/7678/2018, 9 janvier 2018